

Hollande - Merkel: pourquoi la France n'est pas en position de force en Europe

Le Nouvel Observateur, 16 mai 2012

LE PLUS. Au lendemain de leur première rencontre, de nombreuses différences demeurent dans les visions françaises et allemandes de l'Europe. François Hollande devra faire beaucoup de compromis face à la chancelière allemande. Mais il ne faut pas seulement que les débats se concentrent sur la macro-économie, selon Sylvie Goulard, eurodéputée (MoDem).

Après l'orage essuyé par le Président français, les jeux de mots sur le "coup de foudre" n'ont pas manqué. C'est d'autant plus amusant que l'expression est intraduisible en allemand où l'on parle plutôt d' "amour au premier coup d'œil", sans déranger Jupiter.

Il est peu probable que, s'agissant de François Hollande et Angela Merkel, ce terme soit approprié. La gravité de la situation européenne comme la personnalité des deux responsables invitent plutôt à une approche pragmatique et dépassionnée. Après les cinq années d'embrassades et de coups tordus, d'incompréhension et de connivence que nous venons de vivre, ce n'est pas plus mal.

Des exercices conjoints difficiles

Comme souvent, les différences entre les Français et les Allemands sont réelles mais c'est exactement ce qui fait la difficulté des exercices conjoints et la vertu des compromis.

La première différence tient à la conception du rôle de l'Etat en matière économique. La tradition allemande est décentralisée. Le Bund (la fédération) fournit un cadre politique stable, veille à la bonne gestion des finances et au contrôle de la concurrence. Ce sont les Länder qui agissent le plus. La Bavière et le Baden-Württemberg ont conduit des politiques industrielles résolues, au plus près du terrain. Le résultat est sans équivalent: un tissu d'entreprises moyennes exportatrices, innovantes. Elles n'obéissent pas à un "dessein" préconçu mais donnent à l'Allemagne des performances exceptionnelles.

Les Français ne sont pas défavorables à ce que l'Etat intervienne dans les décisions économiques stratégiques du pays voire dans les choix des entreprises. Les anciens conseillers des Princes passent souvent à la tête de groupes publics ou privés. Si plusieurs régions françaises ont des politiques locales dynamiques, c'est à Paris que tout se joue, à coup de "volontarisme" et de réseaux des grands corps.

Le discernement des puissants n'est pas mis en cause, la politique est toujours considérée comme plus noble que le management. Le résultat est là, différent: la France possède des groupes mondiaux, des banques et assurances de premier plan mais souffre d'une perte de productivité considérable.

Il est sans doute banal de rappeler cette différence mais beaucoup d'incompréhensions franco-allemandes tiennent à ce qu'elle est en général minimisée. En ce moment, avec des performances respectives aussi contrastées, la France n'est pas, objectivement, en position de force, pour défendre sa vision de l'interventionnisme économique.

Différentes gestions des finances publiques

La seconde différence tient à un autre rapport à la gestion des finances publiques (et privées). La "gute deutsche Hausfrau" (la bonne ménagère allemande) que Mme Merkel incarne à merveille, gère son budget avec parcimonie. La France conserve un certain goût pour le faste et le protectionnisme. Que Colbert et Louis XIV aient laissé derrière eux un pays exsangue ne nuit pas à la légende. Depuis toujours, l'intendance est priée de suivre. Bien ou mal.

L'arrivée d'un Président qui se veut "normal", la nomination d'un Premier ministre qui n'a pas exercé de responsabilités ministérielles nationales mais qui est apprécié, pour sa gestion au niveau local, constituent un fait nouveau. La conversion est-elle au bout du chemin ou les vieilles habitudes françaises reprendront-elles le dessus? Il est impossible de le dire.

S'ajoute enfin une différence majeure dans la perception de ce qu'est l'euro: les Allemands ont voulu une monnaie qui soit une ancre de stabilité, à l'écart des jeux politiques. Les Français ont en tête un instrument de pouvoir mondial, peut-être un outil de pouvoir en Europe.

Dans ce contexte, Angela Merkel a raison d'insister sur la discipline des finances publiques. Des engagements ont été pris lors de la création de l'euro qui n'ont pas toujours été tenus, notamment par la France. Les pays dispendieux se sont placés eux-mêmes dans une position vulnérable. Le meilleur moyen de résister aux marchés est d'éviter d'accumuler déficits et dettes. Et s'il suffisait de laisser filer les comptes publics pour avoir de la croissance, la France serait aujourd'hui plus prospère.

La Cour des comptes française ne dit pas autre chose que la Chancellerie. Il est absolument nécessaire de réduire la dépense et l'endettement publics, de mieux gérer l'Etat et les collectivités locales, de réformer la sécurité sociale qui, aujourd'hui, vit à crédit. Nos enfants apprécieront.

Une marge de manoeuvre proche de zéro

Notons que ces engagements ont été renouvelés récemment, non seulement dans le traité budgétaire que François Hollande refuse de soumettre à ratification en l'état, mais encore dans des textes adoptés au Parlement européen, déjà en vigueur ("6 pack"). La marge de manoeuvre est donc proche de zéro; le nouveau gouvernement français peut redéployer les dépenses, naturellement mais non ignorer la contrainte d'équilibre. Des procédures renforcées de contrôle viennent également d'être mises en place ("le semestre européen"). Les partenaires européens contraints de faire, chez eux, des efforts drastiques, ne toléreront pas un relâchement français.

François Hollande a toutefois raison de souligner que le respect des règles de discipline ne suffira pas à sortir la zone euro de la crise. La zone euro a besoin d'un véritable "pilotage" macro-économique. Si des textes ont été adoptés par le Conseil européen en 2011 ("le pacte Euro +" notamment, au service de la compétitivité), nous sommes encore très loin de disposer des outils de redressement dont nous avons besoin.

Des investissements européens

Le nouveau Président français plaide à juste titre pour des investissements conçus et financés en commun, au niveau européen: "project bonds", financements de la banque européenne d'investissement. Mais il convient aussi de lutter contre les déséquilibres macro-économiques qui existent aujourd'hui dans la zone euro, ce que les Allemands ont longtemps refusé: si les pays en déficit ont de gros efforts à faire, les pays du Nord de l'Europe qui dégagent des surplus de balance commerciale, de balance des paiements et ont mené des politiques salariales restrictives ne peuvent pas non plus nier leur responsabilité. Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand l'a d'ailleurs admis récemment.

Pour conclure, un mot d'un sujet qui mériterait plus d'attention. Une vision purement économique de la construction européenne n'a pas de sens. Voyons-nous seulement le monde comme un marché pour nos produits ou avons-nous un message plus large, incluant les droits de l'homme, la sécurité, la défense de l'environnement?

Il ne suffit pas de parler de "croissance" contre "l'austérité". Encore faut-il que cette croissance apporte du bien-être et contribue à la sauvegarde de la planète. Les débats actuels souffrent d'être polarisés sur la macro-économie. La qualité des produits, leur utilité sociale, leur impact environnemental devraient nous préoccuper beaucoup plus. La croissance durable est à ce prix. Ce sont les consommateurs et les usagers des transports qui feront la différence.